



LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 11 – Juillet&Aout 2022

Sommaire

➤ LIBYE

- En rebond, l'économie libyenne demeure tributaire d'un contexte politique instable
- Un potentiel pétrolier inexploité et qui reste exposé aux pressions internes et externes
- La Banque Mondiale organise un premier forum des partenaires du développement de la Libye
- Nomination d'un nouveau dirigeant à la tête de la National Oil Corporation, M. Bengdara
- M. Ivan Potier a été nommé délégué du Service Economique Régional de Tunis à Tripoli

➤ TUNISIE

- Etat d'avancement des négociations avec le FMI
- Les tensions se multiplient sur l'approvisionnement de plusieurs produits
- Les énergies renouvelables ont le vent en poupe
- Présentation de la Stratégie industrielle à l'horizon 2035
- La France et l'Union européenne soutiennent la Tunisie dans la construction de routes issues de matériaux recyclés
- La huitième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) s'est tenue les 27 et 28 août 2022 à Tunis.
- La Cheffe du gouvernement tunisien, Mme Najla Bouden, en déplacement à Paris dans le cadre de LaREF2022 au MEDEF

Editorial

La mission du FMI à Tunis du 4 au 18 juillet 2022 s'est terminée sans accord. Pourtant les perspectives étaient bonnes. Un accord semblait alors à portée de main sous réserve que les autorités s'accordent avec les partenaires sociaux en priorité sur la maîtrise de la masse salariale de la fonction publique et la réforme des subventions énergétiques. Aucune avancée concrète n'a cependant été constatée à ce stade, en dépit d'une promesse de discussions entre les partenaires tunisiens approuvée le 12 août sous l'égide du BIT. Le gouvernement et l'UGTT ont certes repris leurs négociations le 29 août, mais le temps presse. Il est urgent que la Tunisie adopte les réformes permettant de retrouver un cadre macroéconomique et budgétaire soutenable dans un contexte encore plus dégradé par les conséquences de la guerre en Ukraine. Des actions décisives sont attendues auxquelles la France apportera son soutien, ce que la Première ministre Elisabeth Borne vient de confirmer à son homologue Najla Bouden le 30 août à Paris au MEDEF.

Sur le front libyen, les tragiques heurts entre milices fin août n'ont pas altéré les espoirs que la France place dans la relation économique bilatérale avec l'arrivée d'un renfort pour le service économique en la personne d'Ivan Potier qui sera basé à Tripoli à compter de mi-septembre.

Fanny Labarthe

LIBYE

Actualités économiques et politiques

➤ En rebond, l'économie libyenne demeure tributaire d'un contexte politique instable

Très dépendante de la production pétrolière, des variations du prix du baril et de l'évolution de la situation sécuritaire, l'économie libyenne a fortement rebondi en 2021, la croissance de son PIB réel atteignant 99,3% après une année 2020 marquée par la récession liée au double choc du blocus pétrolier et de la pandémie Covid-19. Selon la Banque Mondiale, la reprise des exportations pétrolières aurait permis de dégager un excédent commercial record de 21,7% PIB en 2021 après -14,7% PIB en 2020 en dépit du doublement des importations. Depuis le report des élections nationales en décembre 2021, **les tensions politiques et les perturbations de la production pétrolière ont cependant repris**. La désignation de F. Bachagha comme Premier ministre par le parlement de Tobrouk en février dernier a relancé les divisions institutionnelles. La flambée des prix mondiaux du pétrole pourrait avoir un impact positif sur la croissance et les excédents budgétaires et extérieurs, mais tout dépendra du contexte politique et de la continuité de la production pétrolière, affectée par un blocus d'avril à juillet 2022. La production est revenue aujourd'hui au niveau d'avant le blocus à environ 1,2 million de baril par jour.

Dans le même temps, la population est confrontée à une hausse des prix des produits de base et une recrudescence des risques d'insécurité alimentaire en raison de la hausse des prix mondiaux du blé et de la défaillance du système de compensation. Les pressions inflationnistes sont de retour, alimentées à la fois par la hausse des cours internationaux des produits alimentaires et énergétiques et par la dévaluation du taux de change officiel du dinar, passé le 1^{er} janvier 2021 de 1,4 à 4,5 LYD/USD. Il s'établit actuellement à près de 5 LYD/USD. Si le taux officiel d'inflation a été de 2,8% en 2021 et atteint 5,7% en mars 2022, l'indicateur de la Banque mondiale sur le prix des produits de base (*minimum expenditure basket*- MEB) a cru de 32,2% en mai 2022 en un an et de 49,5% par rapport à mars

2020. L'évolution des prix des biens et services essentiels (en particulier les biens alimentaires mais aussi le logement, l'eau, l'énergie et les transports) affecte l'inflation depuis le début de la crise russo-ukrainienne. Selon le rapport 2022 « L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde », l'insécurité alimentaire a progressé de 10 points en 5 ans en Libye et risque de s'aggraver avec la guerre ukrainienne.

Actualités sectorielles

➤ Un potentiel pétrolier inexploité et qui reste exposé aux pressions internes et externes

La Libye dispose d'un secteur pétrolier à fort potentiel qui en fait un acteur majeur du marché mondial du pétrole. Le secteur pétrolier constitue le pilier de l'économie libyenne. Toutefois le déficit d'investissement public dans la maintenance des infrastructures d'extraction et de stockage empêche le développement de la production et de l'export. Les revenus pétroliers sont tributaires du prix du pétrole et de la situation sécuritaire du pays ce qui les rend très volatiles à l'image de l'impact du blocus pétrolier observé entre avril et juillet 2022. **Le manque à gagner total de recettes d'exportations pétrolières entre l'arrêt de la production le 16 avril et sa reprise mi-juillet s'élève à 3,4 Mds USD.** Le blocus pétrolier a également provoqué de nombreuses pénuries d'électricité, carburant et gaz domestique. Enfin, les perturbations politiques ont affecté les transferts financiers vers la NOC, obligeant l'entreprise nationale à suspendre un temps ses activités afin de limiter son déficit vis-à-vis de ses partenaires.

Ce secteur fait face à de nombreuses pressions : en interne avec le changement du PDG de la NOC en juillet dernier, ainsi que des pressions externe de la communauté internationale soucieuse de combler le déficit de production mondiale d'énergie suite à la guerre en Ukraine. La crise pétrolière s'est soldée par l'éviction de l'emblématique président de la NOC, M. Sanalla, remplacé le 13 juillet par Farhat Bengdara. Ce dernier a levé l'état de force majeure sur les champs d'exploitation pétrolière et gazière et a annoncé vouloir rétablir la production à 1,2 M de barils. Tous les champs et les ports ont désormais repris leur production et l'exportation pétrolière, permettant effectivement au

ministre du pétrole et du gaz du gouvernement d'union nationale, M. Aoun, de déclarer fin août que la Libye avait retrouvé une production pétrolière de 1,22 M de barils par jour.

Evènements

➤ La Banque Mondiale a organisé un premier forum des partenaires du développement de la Libye

La Banque Mondiale, sous l'égide de la représentante résidente Mme Henriette von Kaltenborn-Stachau, a organisé le 24 août à Tripoli un forum des partenaires de développement en Libye pour lancer une plateforme de dialogue sur les objectifs de développement de long terme de la Libye. Les ministres des finances, du pétrole, des mines et des affaires sociales du Gouvernement d'union nationale libyen étaient présents, ainsi que le directeur du Conseil National de Développement Economique et Social rattaché à la primature. La Banque Mondiale a rappelé la nécessité de mieux appréhender les objectifs de développement de long terme – lier l'aide humanitaire à des progrès de développement notamment en matière de protection sociale, réforme du système de subventions, diversification de l'économie et développement du secteur privé... - dans un contexte instable incitant à se concentrer sur les seuls impératifs de court terme - unification budgétaire, pérennisation de la production pétrolière etc.

Le forum a été l'occasion de présenter les actions de la banque mondiale en matière d'assistance technique (réformes du système de santé, évaluation du système de protection sociale, réformes dans le domaine des finances publiques...) et de son travail d'évaluation de la situation économique et sociale en Libye. Elle a notamment présenté les principales conclusions du dernier « Economic monitor », rapport semestriel sur la situation économique et sociale, et les principales conclusions sur les programmes d'assistance sociale issues d'un nouveau rapport sur l'état structurel du pays « the long road to inclusive institutions in Libya ». Si en apparence dévaluation (passage de 1,4 à 4,5 LYD/USD en janvier 2021), hausse des cours du pétrole et reprise de la production pétrolière ont dopé la croissance en 2021

(doublement du PIB) et restauré les équilibres budgétaires (le solde budgétaire est passé de -10,6% PIB en 2020 à +64,1% du PIB en 2021) et extérieurs (excédent commercial record de 21,7% PIB en 2021 après -14,7% PIB en 2020), le dernier Economic monitor n'en reste pas moins pessimiste au regard des risques pesant en 2022 sur la situation des ménages et la poursuite de la dégradation de la situation sociale. Il pointe en particulier la forte augmentation de prix alimentaires auxquels les ménages sont confrontés et rappelle la hausse des risques d'insécurité alimentaire. Les deux rapports devraient être prochainement [mis en ligne](#).

➤ Nomination d'un nouveau dirigeant à la tête de la National Oil Corporation, M. Bengdara

Le Premier ministre du Gouvernement d'Union Nationale A. Dbeibah a nommé par décret du 13 juillet 2022 M. Farhat Bengdara à la tête du conseil d'administration de la NOC en remplacement de M. Mustapha Sanalla. Ce dernier dirigeait la NOC depuis août 2014. Le conseil d'administration a également été renouvelé. M. Bengdara a été gouverneur de la Banque centrale de Libye entre 2006 et 2011. M. Sanallah a entrepris une action en justice pour contester cette décision.

➤ M. Ivan Potier a été nommé délégué du Service Economique Régional de Tunis à Tripoli



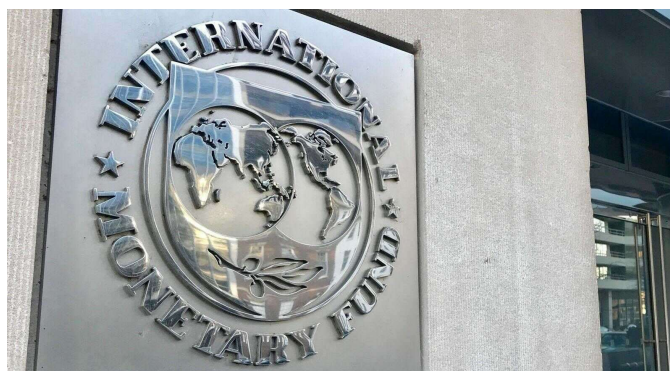
Suite à la réouverture de l'Ambassade de France en Libye à Tripoli en mars 2022 M. Ivan Potier a été nommé délégué du Service Economique Régional de Tunis à Tripoli. Il prendra officiellement ses fonctions le 12 septembre 2022. Auparavant chargé de mission politiques

sectorielles au Service Economique Régional de Moscou, il a également été adjoint du chef de bureau des ressources humaines au sein de la Direction Générale du Trésor à Paris. Il a débuté sa carrière à la Direction Générale du Trésor en qualité d'attaché économique auprès du Service Economique Régional de Varsovie.

TUNISIE

Actualités économiques

➤ Etat d'avancement des négociations avec le FMI



Après 6 mois de discussions techniques, la visite du directeur de la région Moyen Orient et Afrique du Nord Jihad Azour à Tunis le 20 et 21 juin dernier fut le prélude à **l'ouverture de négociations officielles avec le FMI, initiée avec la venue d'une délégation officielle du FMI du 4 au 18 juillet dernier dirigée par Björn Rother.** La délégation du FMI a rencontré les équipes des ministères de l'Economie et des Finances et de la banque centrale, mais également des membres du bureau exécutif de la fédération patronale UTICA et le secrétaire général de l'UGTT pour discuter de la situation économique et financière du pays et des principales réformes structurelles attendues devant permettre l'octroi d'une aide financière du FMI. La conclusion rapide d'un accord doit permettre à la Tunisie de regagner la confiance des investisseurs internationaux et à terme, redresser les grands équilibres financiers nationaux. **Le chef de mission s'est exprimé positivement à l'issue de la mission,** estimant que les discussions concernant un nouvel accord au titre du mécanisme élargi de crédit destiné à soutenir un programme de réformes avaient été fructueuses. Le FMI soutient les priorités du programme de réformes économiques présenté par les autorités tunisiennes en matière d'équité fiscale, d'élargissement des filets de protection sociale, de redressement des entreprises publiques et de contrôle des dépenses publiques courantes. Le communiqué du FMI se félicite de l'ouverture affichée du gouvernement et des partenaires sociaux à mener un dialogue constructif sur

la mise en œuvre d'un programme économique soucieux de la dimension sociale et propice à la croissance. **Pour autant, les négociations ne se sont pas conclues par un accord dans l'attente de décisions concrètes de mise en œuvre des réformes avec l'accord des partenaires sociaux.** La présidence du gouvernement, l'UGTT et l'UTICA se sont engagés, dans un communiqué commun, à mener un dialogue social « constructif et transparent ». Les négociations entre des représentants du gouvernement et de l'UGTT ont commencé fin aout.

Calendrier :

- **Novembre 2021** : Elaboration de la matrice des réformes par le gouvernement
- **Décembre 2021** : Présentation du plan de réformes aux partenaires sociaux et au FMI
- **Janvier 2022** : Réunions entre le FMI et les autorités tunisiennes
- **Février 2022** : Mission technique virtuelle
- **Mars 2022** : Visite d'une délégation du FMI à Tunis
- **Juin 2022** : Visite du directeur de la région MENA du FMI et entretiens avec le Président de la République et la Cheffe du gouvernement
- **4-18 juillet 2022** : venue d'une délégation du FMI et début officiel des négociations

⇒ *Objectif : signature d'un accord dans les prochaines semaines pour permettre l'octroi du prêt FMI*

➤ Les tensions se multiplient sur l'approvisionnement de plusieurs produits

Les difficultés d'approvisionnement se multiplient sur plusieurs denrées de base en Tunisie. L'office du Commerce de Tunisie fait face à des difficultés croissantes pour approvisionner le marché tunisien en **café et sucre**. La forte hausse des prix du fourrage augmente les coûts de production et conduisent également à **une baisse de la production de lait** dont les prix de vente domestiques sont encadrés. Ces pénuries entraînent des réactions en chaîne dans l'industrie agroalimentaire tunisienne : réduction de la production de **produits laitiers, de beurre, de biscuits et de sodas** – l'usine Coca Cola (6000 employés) a ainsi dû cesser temporairement son activité. La Chambre nationale des propriétaires des cafés fait également état de fermeture de cafés. Des tensions dans l'approvisionnement **en eau minérale en bouteille** ont

également été constatées face aux pics de consommation d'été. Des difficultés d'approvisionnement en hydrocarbures entraînent également des pénuries **de carburant**, poussant la Tunisie à puiser dans ses réserves stratégiques. Face à cette situation, les mesures de rationnement se sont multipliées dans les commerces. Un recours aux importations pourrait compenser la baisse de production locale de certains produits mais gonflerait le déficit commercial et le besoin en devises.

Actualités sectorielles

➤ Les énergies renouvelables ont le vent en poupe

Si la Tunisie est entourée de deux géants pétroliers et gaziers, celle-ci ne bénéficie pas de ressources hydrocarbures abondantes. **Alors qu'en 2010 la production d'énergies fossiles tunisienne couvrait 93 % des besoins nationaux, la diminution progressive des capacités d'extraction a eu pour conséquence de réduire son taux d'indépendance énergétique à 52 % en 2021.** Malgré d'indéniables atouts (fort taux d'ensoleillement, grand potentiel éolien), la capacité totale des énergies renouvelables déployées pour la production d'électricité n'était pourtant estimée, à la fin 2020, qu'à 394 MW, soit 2,6 % de la capacité globale de production d'électricité. En effet, les délais de raccordement au réseau électrique suite à de fortes résistances sociales, le manque de financements adéquats ainsi que les difficultés d'accès au foncier entravent le développement du secteur.

Cependant, l'avenir des énergies renouvelables en Tunisie semble s'éclaircir. Consciente de l'enjeu que représente sa sécurité énergétique, la Tunisie a mis en place un plan de développement des énergies renouvelables ambitieux à horizon 2030 (35% du mix électrique, contre 30% précédemment). L'engagement des autorités tunisiennes pour atteindre cet objectif s'est récemment matérialisé par (i) le raccordement, près de trois années après la finalisation du projet, de la centrale solaire de 10 MW située à Tataouine, (ii) l'obtention par les développeurs de lettres de confort pour les projets sous le régime des autorisations et (iii) le renouvellement des projets datant du 1^{er} round d'appels d'offres lancé en 2018. De plus, afin d'accroître le nombre de projets dans

les énergies renouvelables, le chef du programme énergie au sein du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, M. Belhassen Chiboub, a récemment annoncé **la publication, en septembre 2022, de trois appels d'offres relatifs à l'installation de 1,7 GW solaires et éoliens.** Le premier appel d'offres (800 MW) concernera huit fermes solaires de 100 MW, à raison de deux projets par an. Le second (600 MW) permettra la mise en place de huit projets éoliens de 75 MW, à raison de deux projets par an. Enfin, le troisième (450 MW) permettra d'assurer l'installation de trois projets de 150 MW chacun.

➤ Présentation de la Stratégie industrielle à l'horizon 2035

La nouvelle « Stratégie Industrielle et d'Innovation Horizon 2035 » tunisienne a été présentée le 6 juillet 2022 à l'occasion d'une conférence de presse par **la Cheffe du Gouvernement, Mme Najla Bouden, et la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Mme Neila Gonji.** Cette stratégie vise à permettre à la Tunisie de faire face aux défis majeurs que représentent la transition écologique et numérique en améliorant sa compétitivité et le rayonnement international de son industrie.

Celle-ci a pour ambition d'atteindre trois objectifs majeurs : **accroître la part de la valeur ajoutée industrielle manufacturière dans le PIB à 20 %** (contre 15 % en 2020), **porter les exportations annuelles de l'industrie manufacturière à 36 Mds USD** (contre 12 Mds USD en 2020) **et générer la création nette de 300 000 emplois industriels d'ici 2035.** Pour atteindre ces objectifs, le premier levier d'action consiste à mettre en place un climat d'affaires favorable au développement des entreprises. Outre une fiscalité nationale incitative, la stratégie propose une nouvelle approche du développement industriel régional qui passe par un réel processus de décentralisation et le renforcement des zones industrielles existantes afin de réduire les coûts logistiques. La stratégie vise aussi à rationaliser le rôle de l'Etat et simplifier la réglementation via l'accélération du processus de numérisation des services administratifs et fiscaux, l'amélioration de l'accès au financement des PME et le développement des partenariats public-privé.

- La France et l'Union européenne soutiennent la Tunisie dans la construction de routes issues de matériaux recyclés

Un accord de coopération a été signé le 17 août 2022 entre le ministère tunisien de l'Équipement et de l'Habitat tunisien et le Centre français d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) concernant un projet de route expérimentale réalisée à partir des matériaux recyclés issus de la démolition du bâtiment et travaux publics. L'évènement s'est déroulé en présence de Mme Sarra Zaafrani Zenzeri, ministre de l'Équipement et de l'Habitat, et de Mme Leila Chikhaoui, ministre de l'Environnement. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme « Application de l'Innovation pour le développement d'une économie circulaire pour une construction durable en Méditerranée ». Celui-ci implique quatre pays (Tunisie, France, Italie et Liban) et est doté d'une enveloppe de 3,1 M EUR, financé à 90% par l'Union européenne.

Ce projet consistera notamment en la construction de deux tronçons (l'un témoin et l'autre, expérimental) d'un kilomètre, situés dans le gouvernorat de Ben Arous. A noter que les déchets de construction accumulés en Tunisie depuis 20 années, ont atteint environ 8 millions de m³, 70% d'entre eux se trouvant dans les grandes villes côtières de Tunis, Sousse et Sfax.

Evènements

- La huitième édition de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) s'est tenue les 27 et 28 août 2022 à Tunis.

Organisée tous les trois ans depuis 1991, la Ticad a lieu alternativement dans un pays africain et au Japon. Après deux éditions successives à Nairobi (2016) et à Yokohama (2019), la huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique s'est tenue les 27 et 28 août 2022 à Tunis, en présence, de la cheffe du gouvernement tunisien, Mme Najla Bouden, du premier Ministre japonais, M. Kishida en visioconférence, de huit présidents (Sénégal, Comores, Gambie, Seychelles, Guinée-Bissau,

Centrafrique et Madagascar) et de nombreux dirigeants du continent africain. Près de 5 000 personnes ont participé à forum, dont 300 hommes d'affaires du continent africain et du Japon. La huitième édition de la Ticad a permis d'approfondir les relations, notamment économiques, entre le Japon et l'Afrique et de poser les premiers jalons d'un partenariat triangulaire entre la Tunisie, le Japon et l'Afrique en utilisant le territoire tunisien comme une plateforme de production et d'exportation à destination du reste du continent.

A cette occasion, 81 projets d'investissement en Tunisie, d'un montant estimé à 2,7 Mds USD, ont été présentés aux investisseurs institutionnels et privés africains et japonais. Les autorités japonaises ont accordé à la Tunisie un financement de 100 M USD, conditionné à la conclusion d'un accord avec le FMI, et ce, dans le cadre du projet de réponse d'urgence COVID-19 pour la protection sociale en Tunisie. Par ailleurs, quatre protocoles d'accord ont été signés entre des entreprises tunisiennes et japonaises dans le secteur de l'assurance, du dessalement d'eau, des énergies renouvelables et des télécommunications. De plus, le ministre tunisien de l'Economie et de la Planification, M. Samir Saïed et le PDG de l'entreprise japonaise «Toyota Tsusho », M. Ichiro Kashitan, ont signé un protocole d'accord pour la mise en œuvre de projets dans les secteurs des énergies renouvelables, de la santé, de l'industrie automobile et de la transformation des matières premières.



- La Cheffe du gouvernement, Mme Najla Bouden, en déplacement à Paris dans le cadre de LaREF2022

A l'invitation du MEDEF, la Cheffe du gouvernement tunisien a effectué une visite de travail du 29 au 31

août 2022, accompagnée de sa conseillère Mme Samia Kaddour et de la Ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, Mme Neila Gongi. L'objet principal de ce déplacement était sa participation en tant qu'invitée d'honneur à la Rencontre des Entrepreneurs de France (LaRef 2022). Dans le cadre de cet événement, Mme Bouden s'est entretenue avec le président du MEDEF, M. Geoffroy Roux de Bézieux, au sujet de la coopération économique bilatérale entre la Tunisie et la France. Les nombreux entretiens que la Cheffe du gouvernement a eus avec les responsables de plusieurs grandes entreprises et start-ups françaises ont été l'occasion de discuter des moyens d'accroître les investissements dans certains secteurs porteurs pour la Tunisie tels que les énergies renouvelables et l'intelligence artificielle.

Mme Bouden s'est également entretenue avec la Première ministre, Mme Elisabeth Borne. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur l'amélioration du climat socio-économique tunisien mais aussi de souligner le soutien de la France à la Tunisie face aux conséquences économiques de la crise sanitaire et du conflit ukrainien et de rappeler le caractère stratégique de la coopération entre les deux pays. L'assouplissement des procédures de délivrances des visas et des cartes de séjour a été abordé, ainsi que la question d'un meilleur soutien de l'Union Européenne à la Tunisie face à la crise d'approvisionnement en énergie et denrées alimentaires de base.



CALENDRIER ET INDICATEURS

Calendrier

Libye :

- **7-8 sept. : 3^{ème} Conférence scientifique sur les exportations non pétrolières**, à Tripoli organisée par le Centre de Promotion des Exportations Libyennes
- **21-24 sept. : Exposition maritime de Zawara**
L'occasion d'échanger les expériences et l'expertise pour développer le secteur et la richesse maritime
- **Octobre : Exposition internationale sur les énergies renouvelables et les technologies d'efficacité énergétique**, à Misrata
- **28-30 nov. : Salon du pétrole, du gaz et des énergies renouvelables**, à Tripoli

Tunisie :

- **22-23 sept. : Présentation de la ligne de crédit** destinée aux PME et aux PMI tunisiennes à Kairouan et à Gabès
- **27-29 sept. : Business France - Forum Afrique France de la transition écologique et énergétique** à Tunis autour de 7 pays africains
- **6-7 octobre : Business France - French Tech Tour Afrique du Nord** maillage des écosystèmes d'innovation et start-up
- **19-21 nov. : 18^{ème} Sommet de la Francophonie**, à Djerba
Sur le thème "Connectivité dans la diversité : le numérique, vecteur de développement et de solidarité dans l'espace francophone" Délégation Business France EDTECH et Forum économique

France :

- **3-6 octobre : Salon mondial du bâtiment**, à Paris avec la participation de la Tunisie
- **4-7 octobre : Maison et Objet** à Paris, délégation d'acheteurs tunisiens
- **4-5 octobre : Business France - Forum Ambition Africa 2022** à Paris

Indicateurs

Indicateurs	Tunisie	Libye
Population 2020	11 818 618	6 871 287
Croissance du PIB	+3,1% (g.a.) (2021) +2,8% (g.a.) (T2 2022)	+99,3% (g.a.) (2021)
PIB par habitant 2020	3 781 USD	4 047 USD
Taux de chômage	15,3% (T2 2022)	19,6% (2021)
Taux d'inflation	8,2% (juillet 2022)	5,7% (juillet 2022)
Taux d'intérêt directeur	7%	3,0%
Balance commerciale	-16,2 Md TND (2021)	25 Mds USD (2021)
Compte courant	-1,9 Md TND (T1 2022)	-5,5 Md LYD (2020)
Dette publique	82,6% du PIB (2022p)	90% du PIB (2021)
Flux d'IDE	596 M TND (+73% en g.a.) (T1 2022)	-487 M LYD (déc. 2020)
Production de pétrole brut	37 000 b/j (avril 2022)	1,22 M b/j (août 2022)
Indice de perception de la corruption 2021	70^{ème}/180	172^{ème}/180
Coronavirus (29 juin 2022)		
- Contamination	1 052 180	502 138
- Décès	28 691	6 430
- Primo-vaccinés	61%	33%
- Vaccinés (2 doses)	53%	17%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international